

Des dirigeants de
Renault sans tabou...
sauf celui de
baisser leur salaire

l'étincelle

15,8 milliards de réserve
Mais pas de quoi
garder toutes les
usines et les emplois

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 25 février 2020

L'hirak algérien ne faiblit pas

« On n'est pas venus pour faire la fête, mais pour vous faire partir ! » C'est avec ce slogan que, dans les rues d'Alger et de nombreuses autres villes d'Algérie, les manifestants ont encore défilé par dizaines de milliers le week-end dernier. Et même deux jours d'affilée, le vendredi comme chaque semaine depuis un an, et le samedi jour anniversaire de la première grande manifestation du « hirak » (le mouvement), le 22 février 2019.

Ah ! Ça hirak, ça hirak, ça hirak...

Eh oui, un an après ils sont toujours là, toujours décidés à en finir avec un régime de privilégiés qui mettent dans leurs poches les richesses du pays pendant que la population, elle, fait face au chômage de masse, aux salaires de misère, et à l'indigence des services publics... Avec un régime où l'armée exerce le pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962, et où, depuis, s'est développée une clique de grands patrons qui ont bâti leurs fortunes à l'ombre de l'Etat et de l'armée. Dont l'un d'ailleurs avait été reçu en grandes pompes par Macron il n'y a pas si longtemps, pour le féliciter des bonnes affaires qu'il fait également en France.

Coté libertés, les Algériens ne les ont pas demandées, ils les ont prises. Alors que les manifestations sont interdites depuis la guerre civile des années 1990, ils se sont réapproprié la rue, hommes comme femmes, toutes générations confondues, dans le cadre d'un mouvement tellement massif qu'il a rassemblé des millions de personnes. Le pouvoir a bien tenté de réprimer, en arrêtant des manifestants, mais il a dû reculer face à une détermination intacte.

« Qu'ils s'en aillent tous »

Le hirak a commencé en février 2019, à l'annonce que le président Bouteflika, 82 ans, allait briguer un cinquième mandat présidentiel. Malade depuis des années, il n'était plus en état de gouverner, mais peu importe, il était le président fantoche derrière lequel se cachait le vrai pouvoir, celui des hauts gradés et celui des grands hommes d'affaires, tous plus ou moins liés aux divers clans de l'armée et du pouvoir.

Mais le 10 mars 2019, au bout d'un mois de manifestations, après un appel à la grève générale largement suivi dans le pays dans les entreprises, les commerces dont le rideau de fer restait baissé, dans

les écoles et les universités, les hommes au pouvoir retireraient la candidature de Bouteflika.

Le chef d'état-major, Gaïd Salah prenait ouvertement les rênes du pays, et promettait une nouvelle élection avec de nouveaux candidats pour le mois de juillet. Mais la supercherie n'a rien changé : « qu'ils s'en aillent tous », « tous ceux qui volent le pays » à commencer par Gaïd Sallah lui-même, ont repris les manifestants.

Changer le système

Alors Gaïd Salah a fait mine de faire du social en faisant jeter en prison, pour corruption, un certain nombre de grands patrons algériens. « Ils règlent leurs comptes entre eux » ont dit les manifestants. Quant à l'élection présidentielle annoncée pour juillet elle est passée à l'as : les seuls candidats potentiels, tous de vieux routiers de la politique algérienne, détestés de la population, n'ayant même pas osé se présenter.

Quand l'élection a finalement eu lieu en décembre, son gagnant, Abdelmadjid Tebboune, ancien premier ministre de Bouteflika et proche du chef d'Etat major Gaïd Salah, n'a été élu que par une minorité de votants, une majorité d'Algériens ayant boudé les urnes avec 60 % d'abstentions. Ni son élection, ni la mort peu après de général Gaïd Salah, aussitôt remplacé par un autre dirigeant de l'état-major n'ont rien changé. Personne ne fait confiance à tous ces gens du pouvoir.

Et la colère est toujours là. Le hirak, un an après, continue. Car il ne s'agit pas de changer un président par un autre, c'est le régime lui-même qu'il faut changer disent les Algériens. Et puisque le régime ne veut rien entendre, il faudra bien le dégager. Que la classe ouvrière algérienne s'organise et trouve des alliés dans le reste de la population, et notamment dans cette armée composée en partie d'appelés, et tout deviendra possible. Vive l'an II de l'hirak !

Tabou d'arguments

Clotilde Delbos, la Directrice de Renault par intérim, a annoncé la poursuite de la cure d'austérité : deux milliards d'économie sur trois ans et des « restructurations » face aux surcapacités de production de Renault et de Nissan. Et de menacer : « nous n'avons aucun tabou et nous n'excluons rien ». Un chantage à l'emploi qui vient juste au moment où la direction veut imposer de nouveaux accords de compétitivité en France. Hasard.

Actionnaire de la guerre

Renault accuse une perte de 141 millions d'euros en 2019. Ce qui ne l'empêche pas de verser 312 millions d'euros de dividendes. Tout ne va donc pas si mal.

Du fric jusqu'aux oreilles

Clotilde Delbos a expliqué à la presse qu'elle « dormait sur ses deux oreilles », car Renault disposait d'une réserve de liquidités de 15,8 milliards d'euros. Ça va rassurer les salariés dont elle menace de fermer l'usine.

Impôt aux roses

La baisse des ventes (-3,4 %) et des dividendes venant notamment de Nissan (-1,2 milliards d'euros) expliquent en partie celle des résultats de Renault en 2019. En partie, car un « arrêt de la reconnaissance d'impôts différés » de 753 millions d'euros fait plonger Renault dans le rouge. Pour gonfler les bénéfices, la direction s'arrangeait pour différer le versement de certains impôts. Elle choisit de les payer en 2019 alors que les résultats sont en baisse. L'optimisation fiscale, c'est tout un art !

Il y a de la marge

Renault a réalisé 4,8 % de marge opérationnelle en 2019. Pas mal pour une « mauvaise » année, mais insuffisant pour les « investisseurs » qui veulent que leur argent rapporte davantage. Des « investisseurs » qui servent à quoi au fait ?

Renault se paye De Meo

Le nouveau Directeur Général de Renault, Lucas De Meo, aura un salaire à la Carlos Ghosn : 6 millions d'euros, en additionnant salaire fixe, part variable et actions gratuites. En voilà un qui n'est pas concerné par le plan d'économie annoncé par Delbos.

Quand Le Maire monte

En réaction à d'éventuelles restructurations chez Renault, Bruno Le Maire s'est déclaré « très vigilant sur la préservation de l'emploi et de sites industriels en France ». Nous voilà rassurés. Le ministre de l'économie avait utilisé la même formule avant la fermeture de Ford Blanquefort et les licenciements à GM&S, General Electric Belfort ou Whirpool.

Signature en solde

A l'issue des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO) la direction de Renault a menacé les syndicats : s'ils ne signaient pas l'accord salarial, le budget d'augmentation et de primes en 2020 serait de 2 % au lieu de 2,2 % de la masse salariale. Ça ne fait pas cher la signature.

Les carottes sont (trop) cuites

Après les avoir supprimées en 2013, puis rétablies en 2018 et 2019, la direction supprime de nouveau les AGS (Augmentation Générale de Salaire) pour les ETAM. Mettre en concurrence les salariés pour les faire travailler plus, plutôt que les stimuler par un travail et des projets motivants : ce n'est pas gagné.

Touchez pas au grisbi

L'intéressement aux résultats financiers est en baisse d'environ 30 % cette année. Et ce ne sont pas les augmentations de salaire ni les primes de performance individuelles en baisse également qui vont combler l'écart. Renault a 15,8 milliards d'euros en réserve. De quoi relancer le pouvoir d'achat !

La grève paie

Jeudi 13 février, les salariés de Vestalia, cette filiale de Veolia qui assure la Logistique du TCR, ont suspendu leur mouvement. En quatre jours de grève et à quelques dizaines, ils ont obtenu 2 % d'augmentation générale de salaire avec 41 € minimum (le double de ce qui était prévu aux NAO), et le paiement à tous d'une prime de sécurité, dont le versement à la tête du client avait déclenché la grève. Un aperçu de ce que l'on peut obtenir par la lutte collective.

Une Inde farcie

Alors que les gels de projets et la baisse des effectifs prestataires se poursuivent à Guyancourt, la direction veut délocaliser encore plus d'activités dans les RTx. La DEA-T (Ingénierie Tests & Services) veut ainsi faire passer de 500 à 1000 les effectifs de RNTBCI qui travaillent pour elle en Inde, où les ingénieurs sont encore moins payés qu'ici les prestataires. Voilà qui promet des échanges douloureux entre les équipes de RNTBCI et celles du TCR.

L'abominable Ghosn des neiges

Carlos Ghosn, en cavale au Liban, a eu le culot de saisir en référé (une procédure d'urgence) les Prud'hommes de Boulogne-Billancourt. Il réclame à Renault 250 000 € d'indemnités de départ en retraite. Comme si sa fortune personnelle, amassée grâce au travail des salariés de Renault et de Nissan, ne lui suffisait pas. A l'audience du 14 février, son avocate a finalement demandé un report. « Alors c'est une urgence ou pas ? » s'est étonnée la présidente du tribunal, qui a renvoyé l'affaire au 17 avril. Ça fait quoi de se retrouver de l'autre côté de la barre ?